

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Rehaussement des dépenses militaires canadiennes : des retombées économiques intéressantes... pourvu que le travail ne soit pas bâclé

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège

L'accélération des tensions géopolitiques place le Canada devant une exigence pressante : relever ses dépenses militaires de 1,4 % à un minimum de 2 % du PIB. Il serait question d'une hausse annuelle moyenne d'environ 15 % si l'on souhaitait atteindre cette cible d'ici 2030 (graphique). Cet effort dépasse largement la simple mise à niveau des capacités de défense. Il pourrait s'agir d'une véritable politique industrielle, qui toucherait l'industrie, l'emploi, l'innovation et les finances publiques. La véritable question est donc de savoir comment cette augmentation peut être économiquement soutenable et stratégiquement pertinente.

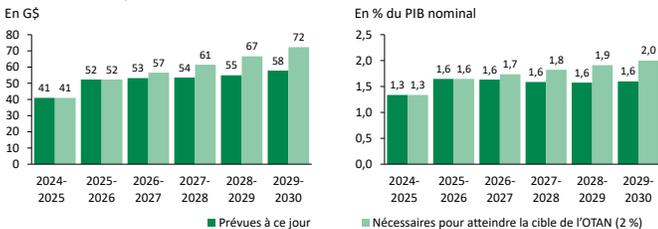
L'industrie de la défense représente une opportunité pour une économie canadienne en mal de productivité. En 2022, ce secteur générait un PIB de 10 G\$ et employait 62 000 travailleurs. L'accroissement des commandes publiques pourrait avoir plusieurs effets multiplicateurs. D'une part, il permettrait de réduire la dépendance aux importations militaires, qui représentent 45 % des dépenses de la chaîne d'approvisionnement. D'autre part, il favoriserait une meilleure réallocation des capacités manufacturières qui pourraient devenir inopérantes en cas de tensions commerciales persistantes avec les États-Unis. Enfin, une expansion des exportations militaires, aujourd'hui limitées à moins de 7 G\$ (moins de 1 % des exportations totales de biens du pays), constituerait une autre retombée potentielle.

Historiquement, les dépenses militaires ont été un moteur d'innovation grâce aux externalités technologiques qu'elles génèrent. L'internet, la vision nocturne, les drones et même notre précieux ruban adhésif *duct tape* ont émergé dans un contexte militaire avant de trouver des applications civiles. Aux États-Unis, la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA) a fréquemment été créditée pour plusieurs de ces innovations, tandis qu'en Israël, les deux tiers des entreprises en démarrage sont dans le domaine de la cybersécurité. Des [travaux empiriques \(en anglais seulement\)](#)

Graphique

Une hausse considérable des dépenses en défense sera nécessaire pour atteindre la cible de l'OTAN

Prévisions de dépenses en défense du Canada



Ministère de la Défense nationale, Bureau du directeur parlementaire du budget, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine..... 1 À surveiller 3 Indicateurs économiques..... 5

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
 Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
 Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
 Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste • Oskar Stone, analyste
 LJ Valencia, analyste économique

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2025, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

portant sur les pays de l'OCDE montrent qu'une hausse de 10 % des dépenses militaires en R&D entraîne une augmentation de l'investissement privé de 5,6 % en R&D dans l'année suivante, avec des effets positifs sur la croissance de la productivité. L'important sera donc d'allouer ces fonds intelligemment : en renforçant les capacités de recherche appliquée, en priorisant les technologies duales, et en créant des synergies avec les écosystèmes technologiques, notamment en cybersécurité et en surveillance.

Les effets positifs d'une telle dynamique ne sont toutefois pas garantis. La capacité de l'industrie canadienne à absorber un afflux de commandes et à se hisser à un niveau technologique plus élevé demeure à prouver. Le défi est d'autant plus grand que le Canada évolue dans un marché dominé par des acteurs bien établis. L'industrie militaire américaine capte à elle seule 40 % du marché mondial, tandis que l'Europe a structuré son industrie autour de champions nationaux consolidés. Sans vision stratégique ni politique d'achats souveraine, l'augmentation du budget de la défense risque surtout d'entraîner des transferts massifs de valeur à l'étranger.

Pendant ce temps, l'effort budgétaire demeure considérable et doit être calibré avec soin. Une augmentation de 76 % du budget de la défense sur cinq ans exercerait des pressions supplémentaires, bien que [gérables](#), sur les finances publiques. Mais elle nécessiterait surtout des arbitrages avec d'autres priorités nationales comme les infrastructures (outre les infrastructures duales), que ce soit par exemple pour le transport collectif, l'éducation, la santé ou la transition climatique. Une trajectoire progressive permettrait de limiter l'effet d'éviction sur ces secteurs essentiels, même si cela demanderait probablement des arbitrages quant à l'horizon de temps nécessaire pour atteindre la cible de dépenses militaires.

L'approche canadienne devra aussi s'appuyer sur certains principes fondamentaux. Il faudra prioriser les segments stratégiques, en mettant l'accent sur la surveillance de l'Arctique, la cyberdéfense et les technologies duales à forte valeur ajoutée nationale. Il sera aussi judicieux de renforcer la coopération internationale afin de mutualiser certains achats avec les alliés et ainsi réduire les coûts unitaires. Enfin, il serait pertinent d'intégrer des objectifs de transition écologique en misant sur des technologies réduisant l'empreinte carbone des activités militaires, ce qui pourrait d'ailleurs ouvrir la voie à des innovations carboneutres ayant des applications civiles.

L'augmentation des dépenses militaires représente une inflexion majeure pour l'économie canadienne. Mal conçue, elle risque d'entraîner un gaspillage budgétaire et de renforcer la dépendance aux fournisseurs étrangers. On peut s'en convaincre rapidement en consultant les nombreux exemples relevés dans [les rapports de la vérificatrice générale](#) à ce sujet. Mais bien structuré, cet effort pourrait devenir un levier d'industrialisation, d'innovation et même de soutenabilité climatique. La question n'est donc pas tant de savoir si le Canada doit accroître son budget militaire, mais comment exécuter ce rehaussement de sorte d'en maximiser les bénéfices.

À surveiller

MARDI 25 mars - 9:00

Janvier	a/a
Consensus	nd
Desjardins	4,80 %
Décembre	4,48 %

MARDI 25 mars - 10:00

Mars	
Consensus	94,0
Desjardins	94,0
Février	98,3

MARDI 25 mars - 10:00

Février	taux ann.
Consensus	679 000
Desjardins	670 000
Janvier	657 000

MERCREDI 26 mars - 8:30

Février	m/m
Consensus	-0,1 %
Desjardins	-0,1 %
Janvier	3,2 %

 VENDREDI 28 mars - 8:30

Février	m/m
Consensus	0,5 %
Desjardins	0,5 %
Janvier	-0,2 %

ÉTATS-UNIS

Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons existantes (janvier) – L'indice S&P/Case-Shiller pour les 20 principales villes a atteint en décembre sa meilleure croissance mensuelle depuis février 2024. On s'attend à une progression plus modeste pour le mois de janvier. Cela concorderait avec la baisse de la revente de maisons observée au tout début de l'année ainsi qu'avec la diminution des demandes de prêts hypothécaires. On s'attend à une croissance de 0,2 % de l'indice S&P/Case-Shiller. Grâce à des effets de base, sa variation annuelle augmenterait quand même, soit de 4,5 % à 4,8 %.

Indice de confiance des consommateurs du Conference Board (mars) – Une certaine morosité semble s'installer chez les consommateurs américains. L'indice du Conference Board a perdu 14,5 points depuis son récent sommet du mois de novembre. Le recul est encore plus important du côté des anticipations des ménages. Il est donc clair que le rebond postélectoral s'est complètement essoufflé. Et ça ne semble pas être fini, car on peut s'attendre à une autre détérioration de la confiance en mars. Les difficultés de la Bourse, les craintes inflationnistes liées aux tarifs et les coupes budgétaires au sein du gouvernement fédéral semblent avoir érodé davantage la confiance. D'ailleurs, l'indice de l'Université du Michigan et l'indice TIPP ont à nouveau diminué en mars. On s'attend à ce que l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board diminue à 98,3 à 94,0. Le risque d'une débâcle plus prononcée est assez important.

Ventes de maisons neuves (février) – À l'image d'autres indicateurs du marché de l'habitation, les ventes de maisons neuves ont connu un mois de janvier difficile, avec une baisse de 10,5 %. On s'attend cependant à une amélioration pour le mois de février, mais celle-ci devrait tout de même être modeste. D'un côté, les permis de bâtir de maisons individuelles étaient en hausse mais, de l'autre côté, on remarque une baisse de la confiance des constructeurs de maisons et une stagnation des recherches en ligne de maisons neuves. On s'attend à ce que les ventes annualisées de maisons individuelles neuves passent à 670 000 unités.

Nouvelles commandes de biens durables (février) – Grâce à un fort bond mensuel de 93,9 % des commandes liées à l'aviation civile, les nouvelles commandes de biens durables ont progressé de 3,2 % en janvier. On s'attend à plutôt à une légère baisse pour le mois de février. Après le gain du premier mois de l'année, les commandes d'avions devraient être plus modestes. C'est ce que signalent les données préliminaires de Boeing. On devrait cependant voir une forte augmentation des commandes du secteur automobile. Excluant les transports, la donnée de février était décevante avec une stagnation. Une légère croissance est prévue pour février, malgré la faiblesse de la composante « nouvelles commandes » de l'ISM manufacturier. Avec le report des tarifs douaniers américains envers le Canada et le Mexique, certaines commandes ont pu être devancées. On s'attend à un gain de 0,2 % des commandes excluant le transport et à une baisse de 0,1 % des nouvelles commandes totales de biens durables.

Dépenses de consommation (février) – La consommation réelle a subi en janvier sa pire baisse mensuelle depuis février 2021. Une chute de 6,0 % du côté de l'automobile jumelée à des baisses dans plusieurs autres secteurs a contribué à ce revers. On s'attend cependant à un retour à la croissance dès le mois de février. D'un côté, le volume de véhicules neufs vendus pointe vers une amélioration dans ce secteur. De l'autre côté, les ventes au détail, sans être extraordinaires, ont aussi recommencé à augmenter en février, après une baisse en janvier. Un gain de 0,3 % de la consommation réelle est anticipé. Étant donné que l'on prévoit une hausse mensuelle de 0,2 % du déflateur des dépenses de consommation, les dépenses nominales ont probablement augmenté de 0,5 % en février. La variation annuelle du déflateur total devrait passer de 2,5 % à 2,4 %, tandis que celle du déflateur qui exclut les aliments et l'énergie devrait demeurer à 2,6 %.

VENDREDI 28 mars - 8:30

Janvier	m/m
Consensus	0,3 %
Desjardins	0,3 %
Décembre	0,2 %

CANADA

PIB réel par industrie (janvier) – Nous prévoyons une croissance mensuelle du PIB réel par industrie de 0,3 % en janvier, un chiffre conforme au résultat provisoire de Statistique Canada. Les ventes des manufacturiers et des grossistes ainsi que l'extraction des ressources ont probablement progressé, la production ayant augmenté en raison de l'incertitude commerciale et des tarifs, compensant la baisse des [ventes au détail](#) au cours du mois. L'[Enquête sur la population active](#) de janvier a montré de solides gains d'emplois, ce qui a constitué un autre vent favorable. En ce qui concerne les données du PIB réel de février 2025, nous prévoyons que le résultat provisoire de Statistique Canada montrera une croissance mensuelle de 0,2 %.

OUTRE-MER
LUNDI 24 mars - 5:00

Mars	
Consensus	50,7
Février	50,2

Zone euro : Indice PMI (mars – préliminaire) – L'indice PMI composite eurolandais a fait du surplace en février en demeurant à 50,2. Toutefois, deux tendances distinctes se cachent sous le capot. Alors que l'indice manufacturier s'accroît, bien qu'il se situe encore sous la barre des 50 points (signal d'une décélération de l'activité), celui des services recule depuis maintenant trois mois consécutifs. Cela est cohérent avec la croissance modeste du PIB réel eurolandais que nous attendons au premier trimestre. Il faudra cependant surveiller le vent d'optimisme qui a cours du côté manufacturier avec les nombreuses annonces de réarmement en Europe. Même si cette réindustrialisation devrait graduellement bonifier la croissance à moyen terme, le récent engouement pourrait avoir des effets à court terme. Un devancement d'activité avant que de nouveaux tarifs américains soient annoncés en avril pourrait aussi appuyer la fabrication à très court terme.

MERCREDI 26 mars - 3:00

Février	a/a
Consensus	2,9 %
Janvier	3,0 %

Royaume-Uni : Indice des prix à la consommation (février) – L'inflation totale a remonté au cours des derniers mois au Royaume-Uni. Alors que la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation était tombée à seulement 1,7 % en septembre, elle a atteint 3,0 % en janvier, le plus haut taux depuis mars 2024. L'inflation de base qui exclut les aliments, l'énergie, l'alcool et les produits du tabac n'est pas en reste, avec un taux qui est passé de 3,2 % en décembre à 3,7 % en janvier. Cette semaine, dans sa décision de garder ses taux directeurs inchangés, la Banque d'Angleterre ne s'est pas montrée trop inquiète de la remontée de l'inflation, mais elle a tout de même indiqué qu'elle surveillera de près l'évolution des prix.

Indicateurs économiques

Semaine du 24 au 28 mars 2025

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 24	13:45	Discours du président de la Réserve fédérale d'Atlanta, R. Bostic				
	15:10	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr				
MARDI 25	8:40	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, A. Kugler				
	9:00	Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons (a/a)	Janv.	nd	4,80 %	4,48 %
	9:05	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
	10:00	Confiance des consommateurs	Mars	94,0	94,0	98,3
	10:00	Ventes de maisons neuves (taux ann.)	Févr.	679 000	670 000	657 000
MERCREDI 26	8:30	Nouvelles commandes de biens durables (m/m)	Févr.	-0,1 %	-0,1 %	3,2 %
	10:00	Discours du président de la Réserve fédérale de Minneapolis, N. Kashkari				
	13:10	Discours du président de la Réserve fédérale de Saint-Louis, A. Musalem				
JEUDI 27	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	17-21 mars	225 000	225 000	223 000
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T4t	2,4 %	2,3 %	2,3 %
	8:30	Balance commerciale de biens – préliminaire (G\$ US)	Févr.	-134,8	-120,4	-153,3
	8:30	Stocks des détaillants (m/m)	Févr.	nd	nd	-0,1 %
	8:30	Stocks des grossistes – préliminaire (m/m)	Févr.	nd	nd	0,8 %
	10:00	Ventes en suspens de maisons existantes (m/m)	Févr.	1,3 %	nd	-4,6 %
	16:30	Discours du président de la Réserve fédérale de Richmond, T. Barkin				
	VENDREDI 28	8:30	Revenu personnel (m/m)	Févr.	0,4 %	0,4 %
8:30		Dépenses de consommation (m/m)	Févr.	0,5 %	0,5 %	-0,2 %
8:30		Déflateur des dépenses de consommation				
		Total (m/m)	Févr.	0,3 %	0,2 %	0,3 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Févr.	0,3 %	0,2 %	0,3 %
		Total (a/a)	Févr.	2,5 %	2,4 %	2,5 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Févr.	2,7 %	2,6 %	2,6 %
10:00		Indice de confiance du Michigan – final	Mars	57,9	57,9	57,9
12:15		Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr				
15:30		Discours du président de la Réserve fédérale d'Atlanta, R. Bostic				
CANADA						
LUNDI 24	---	---				
MARDI 25	---	---				
MERCREDI 26	13:30	Publication du résumé des délibérations du Conseil de direction de la Banque du Canada				
JEUDI 27	---	---				
VENDREDI 28	8:30	PIB réel par industrie (m/m)	Janv.	0,3 %	0,3 %	0,2 %

NOTE : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 24 au 28 mars 2025

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
LUNDI 24								
France	4:15	Indice PMI composite – préliminaire	Mars	46,1		45,1		
France	4:15	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Mars	46,1		45,8		
France	4:15	Indice PMI services – préliminaire	Mars	46,2		45,3		
Allemagne	4:30	Indice PMI composite – préliminaire	Mars	51,1		50,4		
Allemagne	4:30	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Mars	47,0		46,5		
Allemagne	4:30	Indice PMI services – préliminaire	Mars	52,0		51,1		
Zone euro	5:00	Indice PMI composite – préliminaire	Mars	50,7		50,2		
Zone euro	5:00	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Mars	48,2		47,6		
Zone euro	5:00	Indice PMI services – préliminaire	Mars	51,1		50,6		
Royaume-Uni	5:30	Indice PMI composite – préliminaire	Mars	50,5		50,5		
Royaume-Uni	5:30	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Mars	47,2		46,9		
Royaume-Uni	5:30	Indice PMI services – préliminaire	Mars	51,0		51,0		
MARDI 25								
Allemagne	5:00	Indice ifo – climat des affaires	Mars	86,8		85,2		
Allemagne	5:00	Indice ifo – situation courante	Mars	85,6		85,0		
Allemagne	5:00	Indice ifo – situation future	Mars	87,9		85,4		
MERCREDI 26								
Royaume-Uni	3:00	Indice des prix à la consommation	Févr.	0,5 %	2,9 %	-0,1 %	3,0 %	
France	3:45	Confiance des consommateurs	Mars	94		93		
JEUDI 27								
Zone euro	5:00	Masse monétaire M3	Févr.		3,8 %		3,6 %	
Norvège	5:00	Réunion de la Banque de Norvège	Mars	4,50 %		4,50 %		
Mexique	15:00	Réunion de la Banque du Mexique	Mars	9,00 %		9,50 %		
Japon	19:30	Indice des prix à la consommation – Tokyo	Mars		2,8 %		2,8 %	
VENDREDI 28								
Royaume-Uni	3:00	Balance commerciale (M€)	Janv.	-3 000		-2 816		
Royaume-Uni	3:00	Compte courant (G€)	T4	-24,5		-18,1		
Royaume-Uni	3:00	PIB réel – final	T4	0,1 %	1,4 %	0,1 %	1,4 %	
Royaume-Uni	3:00	Ventes au détail	Févr.	-0,4 %	0,6 %	1,7 %	1,0 %	
Allemagne	3:00	Confiance des consommateurs	Avril	-22,3		-24,7		
France	3:45	Dépenses de consommation	Févr.	0,4 %	0,4 %	-0,5 %	0,4 %	
France	3:45	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mars	0,4 %	1,0 %	0,0 %	0,8 %	
Italie	5:00	Confiance des consommateurs	Mars	98,8		98,8		
Italie	5:00	Confiance économique	Mars	nd		94,8		
Zone euro	6:00	Confiance des consommateurs – final	Mars	nd		-14,5		
Zone euro	6:00	Confiance des industries	Mars	-10,6		-11,4		
Zone euro	6:00	Confiance des services	Mars	6,6		6,2		
Zone euro	6:00	Confiance économique	Mars	96,9		96,3		

NOTE : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).